

CRISE SOCIALE, CRISE DEMOCRATIQUE, QUES ENJEUX ?

Force est de constater que la dégradation du rapport des citoyens à la représentation politique connaît aujourd'hui une ampleur inégalée. La France est évidemment la première concernée, mais cette perte de substance du rapport démocratique s'étend maintenant à toute l'Europe, ce qui témoigne de la profondeur de cette remise en cause.

A partir de ces évidences, une interrogation majeure s'impose : quels sont les fondements d'une telle dégradation d'un principe jusqu'ici hautement proclamé ?

Un premier constat s'impose : la crise systémique qui ébranle profondément les logiques de nos sociétés est impliquée dans la perte de substance du contrat démocratique. Les conséquences sociales d'une telle crise atteignent directement le vécu de nombre de citoyens, notamment dans les couches populaires. D'où le délitement d'un système d'alternance « socialistes/droite classique » aujourd'hui épuisé.

Cerner de tels enjeux suppose une réflexion collective. A titre d'exemples, quelques questions peuvent être posées :

- Comment construire et mettre en œuvre des stratégies de changement social tenant compte des mutations du monde actuel et dans quel rapport au renouvellement démocratique ?
- Quels sont les liens profonds qui devraient exister entre développement durable et démocratie ? Comment les inégalités sociales pèsent-elles face à une telle exigence ?
- Quels sont les conséquences d'un système institutionnel aujourd'hui en question, à la fois en ce qui concerne la crise démocratique et l'impuissance des forces gouvernantes à faire émerger un quelconque projet de transformation socio-économique ?
- Au lendemain de 1968 la perspective du socialisme autogestionnaire devint le thème fort du PSU, comment penser aujourd'hui l'originalité d'un tel apport ?

Du point de vue du nécessaire renouvellement de la pratique démocratique, la question centrale soumise au débat doit être celle du principe même de la démocratie : comment concevoir une véritable « souveraineté populaire » dans les mutations des sociétés actuelles, autrement dit quelle est la place du citoyen dans les logiques de la décision publique ?

Cette question pourrait être abordée à la fois par une réflexion sur le fond du nécessaire renouvellement démocratique et dans une approche de celui-ci portant sur les enjeux les plus actuels comme la métropolisation des grands espaces urbains ou la place à donner aux dynamiques régionales.